

Motion intersyndicale lue à l'AG des personnels UCA le 3 décembre 2024

Avec une baisse du budget des universités de 1,250 milliards d'euros en 2024, tous les établissements ont été contraints de piocher dans leurs fonds de roulement, leur réserve, afin d'assurer leurs missions. Le fonds de roulement de l'UCA est ainsi passé en une année de 70 à 35 millions d'euros.

Le projet de budget 2025 prévoit un manque de 255 millions d'euros supplémentaires. Le sous-financement de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche va atteindre 2 milliards d'euros, ce qui siphonnera l'intégralité des fonds de roulement. Certaines universités se retrouveront dans **l'incapacité de payer les salaires de leurs personnels.**

Au-delà de ce véritable hold-up, ce sous-financement a des conséquences directes et désastreuses : suppression de formations, suppression d'emplois, et donc forte dégradation des conditions d'étude et de travail des étudiant·es et des personnels.

La situation financière des universités est devenue intenable. C'est la double conséquence des lois d'autonomie et du désengagement de l'Etat, en particulier les mesures nationales (hausse des salaires ou primes) mais non compensées (le reste à charge pour l'Université Clermont Auvergne de 12,6 millions d'euros chaque année).

La mise en concurrence et la recherche toujours plus importantes de financements par Appels à Projets, l'obtention de labels n'ont fait qu'aggraver la situation.

- L'UCA a obtenu plusieurs labels (Isite, "Pôles universitaires d'Investissement", "Alliance Européenne", etc.)
- sa gouvernance a appliqué avec anticipation plusieurs des mesures autorisées par les lois d'autonomie (dévolution du patrimoine, création d'un Etablissement Public Expérimentale et des instituts vidant peu à peu les UFR de leurs moyens, mise en place des Contrats d'Objectifs de Moyens et de Performance), parfois avec zèle (Présidence du Conseil d'Administration attribuée à un représentant du privé, l'entreprise ENGIE, etc.)
- L'Université ne s'en trouve pas moins asphyxiée financièrement.

L'Etablissement Public Expérimental n'est pas une solution à la crise de l'université, il en est l'expression pleine et entière. L'UCA a fait le choix de l'expérimentation et a participé à la dérégulation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. **Cet EPE doit être abandonné.**

Nous ne pouvons pas nous résoudre à cette situation intenable, dans **un contexte où les enjeux sociaux, économiques, environnementaux et géopolitiques** rendent plus que jamais indispensables la **production et la diffusion la plus large possible de la connaissance.** Nous ne pouvons pas nous résoudre à dégrader nos missions cœur de métier que sont la formation de nos étudiants et la recherche.

Les étudiants et les personnels de l'UCA rappellent que le service public de l'enseignement supérieur n'est pas une charge mais un investissement pour l'avenir de la nation.

Nous refusons les perspectives avancées par la gouvernance de l'UCA pour pallier cette asphyxie.

- Baisse des capacités d'accueil sur Parcoursup qui aboutiraient à **priver de droit aux études des milliers de bacheliers, en particulier des classes populaires.**
- Réduction de son offre de formation,
- Réduction des services proposés aux étudiants (culture sport, santé, service social, bibliothèque, etc), dans un contexte de **précarité croissante** de leur situation
- Enseignements en distanciel pendant la période hivernale alors que la crise du COVID a démontré avec force les conséquences désastreuses de la destruction du lien social.

- Menaces de fermeture des sites universitaires délocalisés, en premier lieu Moulins

Les étudiants et les personnels de l'UCA, avec leurs organisations syndicales, appellent au rejet du budget d'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de l'ensemble du budget du gouvernement Barnier, budget de baisse historique de 60 milliards de la dépense publique.

Ils et elles se prononcent pour l'abandon des projets de l'Acte II de l'Université :

- la hausse des frais d'inscription,
- la généralisation des établissements hors code de l'Éducation,
- la déconcentration des obligations de service des Enseignants-Chercheurs et de la gestion des promotions personnels administratifs (BIATSS)
- Tout cela aboutira à l'explosion du service public de l'ESR et à sa privatisation.

Ils et elles se prononcent pour l'abrogation des lois ayant introduit l'autonomie et le désengagement financier de l'Etat (LRU, Parcoursup, LPR, etc.)

Ils et elles exigent un budget à hauteur des besoins avec des créations de postes d'enseignants, chercheurs et personnels techniques, scientifiques, administratifs et des bibliothèques (BIATSS), des financements pérennes (3% du PIB).

Alors que le budget de l'armée est deux fois supérieur à celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, que des dizaines de milliards sont accordés en exonération de cotisations sociales ou en aide au patronat, d'autres choix budgétaires sont possibles.

Nous soutenons et accompagnons la délégation des représentants du personnel reçus ce jour au Rectorat sur ces revendications.

Les étudiants et personnels appellent à faire de la journée de grève du 5 décembre, une journée de mobilisation nationale pour exiger un nouveau budget, de nouvelles priorités (départ 9h30 Gergovia Fac de Lettres et 14h AG amphi 3 Gergovia)

Motion soutenue par les syndicats suivants :

Premiers signataires : Union Etudiante, UNEF, SNASUB-FSU, SNESUP-FSU, FO ESR 63, SUD Recherche, CGT Ferc SUP

